



LES CAHIERS DE RECHERCHE

Pénuries d'eau : les Français au milieu du gué



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE



Institut pour la recherche

L'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts soutient des projets de recherche s'inscrivant dans les champs d'intervention et les missions de la Caisse des Dépôts.

Son rôle est de favoriser la recherche dans les domaines liés aux activités de la Caisse des Dépôts, sur des thématiques variées telles que l'épargne, la finance long terme, le développement économique des territoires, la transition énergétique et écologique, les impacts du vieillissement, etc.

Ont contribué à la rédaction de ce rapport :



Hélène Blake

Hélène Blake est cheffe de projet au CRÉDOC. Économiste, titulaire d'un doctorat d'économie de l'École d'Économie de Paris, elle est spécialisée dans l'évaluation des politiques publiques. Hélène est notamment experte dans l'analyse des politiques environnementales et sociales, expertise développée auprès d'acteurs clés que sont la Direction Générale du Trésor et l'OCDE. Elle a notamment travaillé sur les politiques

de l'eau en France et dans l'Union Européenne, ou sur les stratégies d'atténuation du changement climatique de plusieurs pays de l'OCDE. Diplômée de l'ENSAE, Hélène est également spécialiste dans l'étude et l'analyse de données.



Sandra Hoibian

Directrice générale du CRÉDOC et directrice du Pôle « Société » du CRÉDOC, docteure en sociologie de l'EHESS et diplômée de Paris Dauphine en marketing, Sandra Hoibian a 20 ans d'expérience dans la recherche et le conseil. Elle porte l'expertise sociétale du CRÉDOC et rédige chaque année une note de conjoncture sociétale qui met en évidence les tendances de long terme et les phénomènes émergents qui traversent la société française.

Elle intervient régulièrement auprès d'organismes publics (France Stratégie, CNLE, CESE, etc.) pour apporter son expertise et publie dans des revues à comité de lecture (Année sociologique, Politiques sociales et familiales, etc.). Elle a piloté les travaux réalisés par le CRÉDOC sur le sentiment de relégation territoriale en zones rurales pour l'ANCT et plus récemment, les travaux de l'Observatoire des Vulnérabilités, ainsi que la réalisation d'un rapport sur la résilience de la société française pour la Croix Rouge. Elle a également analysé les comportements de sobriété des Français, que ce soit les restrictions liées à l'inflation ou l'adoption de pratiques alternatives à l'accumulation des objets (Projet APPEAL).



Lucie Brice Mansencal

Directrice d'études et de recherche au sein du Pôle « Société » du CRÉDOC, diplômée de Sciences Po Paris, Lucie Brice Mansencal s'est spécialisée dans l'évolution des modes de vie de la population française. Elle a contribué aux travaux de recherche du CRÉDOC dans le cadre du programme MOVIDA sur l'évolution des modes de vie des ménages à la suite de leur installation dans un quartier « durable ». Elle a également travaillé sur la question des

services écosystémiques pour la région Nord-Pas-de-Calais et le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Durance. Elle a participé pour l'ADEME à l'étude des mécanismes d'adoption de pratiques alternatives à l'accumulation des objets et aux pratiques d'achat ou vente d'objets d'occasion.

Roxane Saumon

Roxane Saumon est diplômée d'un master 2 en Economie Internationale et Développement de l'Université Paris Dauphine-PSL. Au Crédoc, elle a travaillé sur le rapport des jeunes à l'égard du travail, dans le cadre du baromètre sur la jeunesse pour l'Injep. Elle a également étudié les opinions des Français à l'égard de l'environnement.

Introduction

La France métropolitaine est dotée d'un climat modéré où l'apport annuel en eau est traditionnellement largement supérieur à ses besoins. Sa capacité de stockage est également importante, limitant les risques de pénuries d'eau au niveau national. Ceci n'empêche pas pour autant les pénuries au niveau local. Certaines nappes phréatiques peinent de plus en plus à se recharger à cause d'hivers et printemps secs et d'étés de plus en plus chauds. L'eau peut alors venir à manquer dans certaines régions, menant à des mesures de restriction pour les entreprises, dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie notamment. Il arrive que les particuliers doivent aussi faire des efforts, qui se traduisent le plus souvent par une interdiction de consommer l'eau pour arroser les jardins ou remplir les piscines. Le réseau d'eau potable peut, très ponctuellement, parfois même faire défaut.

Alors que la France est pour l'instant relativement préservée par rapport à ses voisins d'Europe du Sud, les rapports du GIEC prévoient une multiplication et une intensification de ces épisodes sur l'ensemble du territoire, et plus particulièrement dans le Sud. La France de 2050, sous un scénario médian d'émissions mondiales de gaz à effets de serre, dépassera de 3.8°C les températures du début du vingtième siècle. Elle sera plus sèche, avec des volumes de pluie plus faibles et un assèchement des sols multipliés par deux¹. L'année 2022 en a donné un avant-goût amer. La France a connu la sécheresse la plus forte de son histoire depuis 61 ans, qui s'est traduite par des arrêtés de crise dans 93 départements, des cours d'eau asséchés et un effondrement de la production agricole dans certaines régions. La distribution d'eau a été perturbée au point que certaines communes ont dû se ravitailler en eau potable par camion ou bouteilles durant l'été. La pénurie d'eau à Mayotte en 2023 est également dans les mémoires.

Dans de telles conditions, garder le même niveau de consommation d'eau paraît impossible et mènerait à des pénuries. En outre, il est également à craindre que la hausse des températures pousse les acteurs à augmenter leurs usages, que ce soit pour l'agriculture (davantage d'irrigation) ou les particuliers (augmentation des piscines particulières, de l'arrosage des jardins, etc). **Le présent travail s'intéresse aux comportements des ménages.** La production d'eau potable pour la population constitue la deuxième cause de prélèvement d'eau en France, derrière le refroidissement des centrales nucléaires.² Elle est également responsable de 26 % de la consommation d'eau en France, derrière l'agriculture. Si la provision d'eau potable pour tous est une priorité, la consommation doit s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. A défaut, les pouvoirs publics pourraient être amenés à imposer des mesures restrictives. **Alors que le souci pour l'environnement est en repli en France³, quels sont les comportements de nos concitoyens par rapport à la ressource en eau ? Dans quelle mesure sont-ils conscients des difficultés climatiques actuelles et à venir et adaptent-ils déjà leurs comportements de consommation d'eau ? Si les pouvoirs publics devaient intervenir, quels types de mesures privilégieraient-ils ?**

¹ <https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/dossiers-thematiques/impacts/secheresse#:~:text=En%202022%2C%2035%20%25%20des%20sols,France%2C%20qui%20remontent%20%C3%A0%201959>

² « Les prélèvements d'eau douce : principaux usages en 2020 et évolution depuis 25 ans en France », juin 2023, CGDD, Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

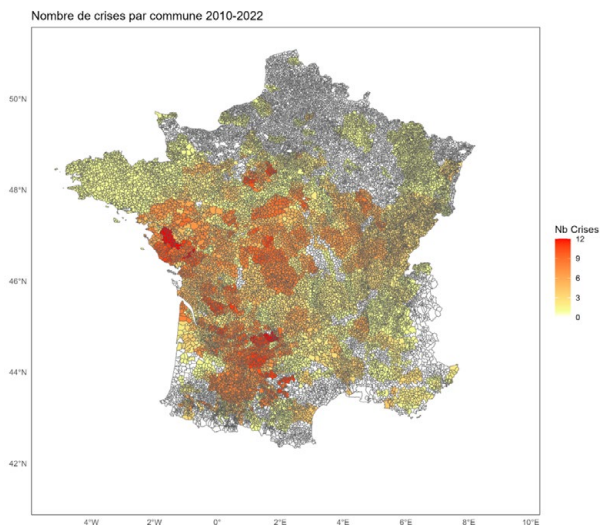
³ Note de Conjoncture Société du Crédoc – Mars 2024.

1. La ressource en eau : une forte préoccupation au sein de la population française

1.1. Une part croissante de la population française est exposée à des épisodes de sécheresse

La France connaît un réchauffement de ses températures qui a atteint 1.7 °C en 2020 par rapport au début du XX^e siècle et une baisse de précipitations dans la moitié Sud de la France.⁴ La ressource en eau est de plus en plus souvent en tension. Entre 2010 et 2022, le nombre d'arrêtés de crise émis par les préfetures a sensiblement augmenté et touche un nombre croissant de communes. Dans certaines régions, notamment sur l'axe Sud-Ouest de la France, des arrêtés de crise sont émis presque tous les ans depuis 2010.

Figure 1 : Le grand Ouest est fortement affecté par de nombreuses sécheresses - "Nombre d'années avec arrêtés de crise dans les communes de France métropolitaine"



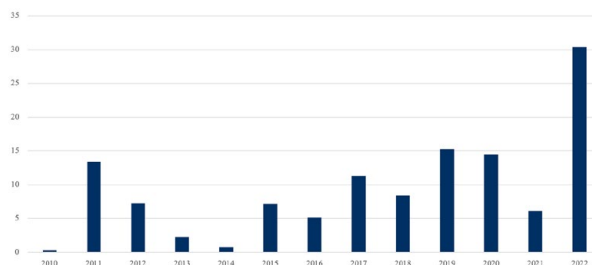
Source : CREDOC à partir de Propluvia

En 2022, la France a traversé une sécheresse d'une ampleur inédite durant une période de 10 mois, du fait d'une faible pluviométrie et de records de chaleur. Le nombre d'arrêtés sur l'eau ont explosé cette année-là, et notamment dans des zones entières du pays qui n'avaient pas connu d'épisode de crise sur la ressource en eau dans la décennie précédente. C'est le cas notamment dans la plupart de la Bretagne, le Nord Est ou la Savoie, soit des régions fortement peuplées.

La vie des Français s'en trouve de plus en plus affectée puisque le nombre de personnes concernées par un arrêté

de crise dans leur commune a largement augmenté durant la dernière décennie, passant d'une moyenne de 5,2 millions de personnes par an en 2010-2015 à 10,9 millions en 2016-2020. En 2022, 30,4 millions de personnes en France métropolitaine vivaient dans une commune soumise à au moins un arrêté de crise dans l'année, soit presque la moitié de la population française.

Figure 2 – Les Français de plus en plus touchés par les crises en approvisionnement d'eau - "Nombre de personnes affectées par un arrêté de crise dans sa commune (en millions)"



Source : CREDOC à partir de Propluvia, Insee

Les mesures réglementaires de restriction en cas de sécheresse en France.

En cas de tension sur la ressource en eau au niveau local, que ce soit à cause d'une faible pluviométrie ou une intensification des usages, le préfet de département peut choisir de mettre en place des restrictions d'usage pour les entreprises, collectivités et particuliers par arrêté dont les seuils sont définis localement. Il y a cinq niveaux d'arrêtés selon la gravité de la situation qui permettent une progressivité des restrictions et une adaptabilité au contexte local. Les seuils de ces niveaux sont définis localement.

Niveau de vigilance : sensibilisation des particuliers et professionnels en cas de risque de tension sur la ressource en eau à court ou moyen terme. Il n'y a pas de concurrence entre les usages.

Niveau d'alerte : premières mesures de restriction. Tous les usages ne peuvent être assurés.

Niveau d'alerte renforcée : mesures renforcées pour limiter les prélèvements et éviter d'atteindre le niveau de crise.

Niveau de crise : mesures mises en œuvre pour assurer la fourniture d'eau à usage prioritaire, soit l'eau potable pour la population, pour les usages en lien avec la santé, la salubrité publique, la sécurité civile, la sécurité des installations industrielles, l'abreuvement des animaux et la préservation des fonctions biologiques des cours d'eau. Ce type d'arrêté impose l'interdiction de tout usage non prioritaire.

Pour les particuliers, les arrêtés prévoient d'abord de la sensibilisation puis la restriction de plus en plus forte de certains usages (arrosage, remplissage des piscines, lavage des voitures), jusqu'à leur interdiction. L'usage d'eau potable est préservé a priori. Pour les agriculteurs, les arrêtés limitent le nombre de jours d'irrigation jusqu'à leur interdiction totale. Pour les industriels, les arrêtés prévoient des mesures spécifiques à leurs filières et aux installations.

⁴ <https://meteofrance.com/changement-climatique/observer/le-changement-climatique-en-france>

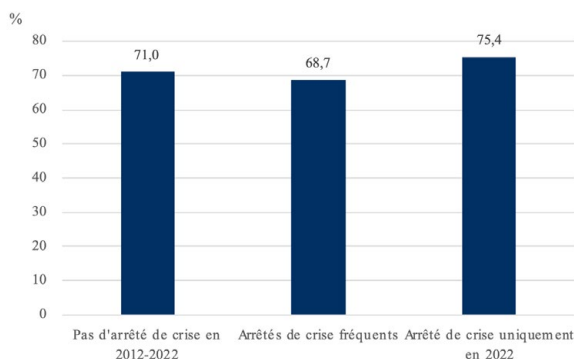
1.2. Une population préoccupée par l’approvisionnement futur, notamment dans les nouvelles régions touchées par la sécheresse

De plus en plus exposée à la sécheresse, la population française se dit inquiète pour la future disponibilité en eau du pays : **72 % pensent que l’on va manquer d’eau potable dans le futur en France**, selon l’enquête Conditions de vie et aspirations du Crédoc de juin 2023. Ils sont, à titre de comparaison, 10 % de moins (62 %) à s’inquiéter des conséquences du réchauffement climatique.

L’expérience directe de la sécheresse semble affecter le souci de la pénurie de manière assez **paradoxe**, car les personnes fréquemment affectées sont aussi les plus optimistes. Les habitants des communes ayant vécu plus de 4 années de crise lors de la dernière décennie ne sont que 69 % à penser qu’on manquera d’eau en France dans le futur. De même, les habitants les moins pessimistes se trouvent dans le sud de la France, où la pression sur la ressource en eau est la plus forte : ils ne sont que 65 % en Nouvelle-Aquitaine et 69 % en région Provence-Alpes-Côte d’Azur à être préoccupés. Cela semble suggérer qu’il y a une certaine accoutumance au risque de pénurie d’eau qui rendrait plus optimiste quant à la capacité à y faire face. Ces habitants se disent probablement que des crises passées ont pu être traversées sans trop d’encombres, d’autres le seront de la même manière à l’avenir.

En revanche, ceux ayant vécu uniquement la sécheresse de 2022, en Bretagne, Savoie ou dans le Grand Est sont les plus inquiets, suggérant un effet de choc propre à l’épisode de 2022, inédit dans ces régions.

Figure 3 – Les personnes vivant dans des régions ayant connu pour la première fois - "Un arrêté sécheresse en 2022 sont les plus inquiètes Proportion de personnes considérant qu’on manquera d’eau potable en France dans le futur selon leur exposition au risque de sécheresse"



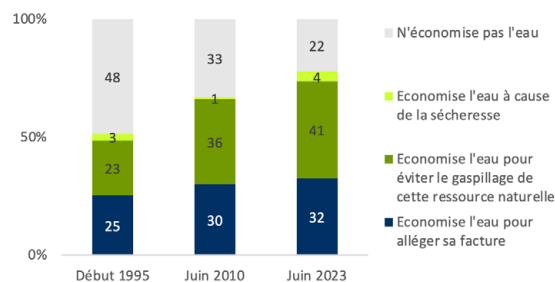
Sources : Enquêtes Conditions de vie et aspirations juin 2023. Propluvia. Champ : Ensemble de la population âgée 18 ans et plus.

2. Des gestes d’économie de plus en plus fréquents mais insuffisants

2.1. Des économies plus fréquentes, qui peinent à réduire la consommation moyenne

Face à des pénuries d’eau qui s’intensifient et s’accroissent, les Français semblent de plus en plus attentifs à faire des économies d’eau. En trente ans, la proportion de Français déclarant avoir volontairement économisé l’eau du robinet chez eux au cours des douze derniers mois a significativement progressé. Elle est passée de 52 % en 1995, à 66 % en 2010, jusqu’à atteindre 78 % en 2023, indiquant d’abord une **prise de conscience de l’importance d’économiser cette ressource naturelle**. En effet, la proportion de Français déclarant économiser l’eau pour éviter le gaspillage de ressource naturelle a presque doublé depuis 1995, alors que le motif financier n’a que très peu évolué.

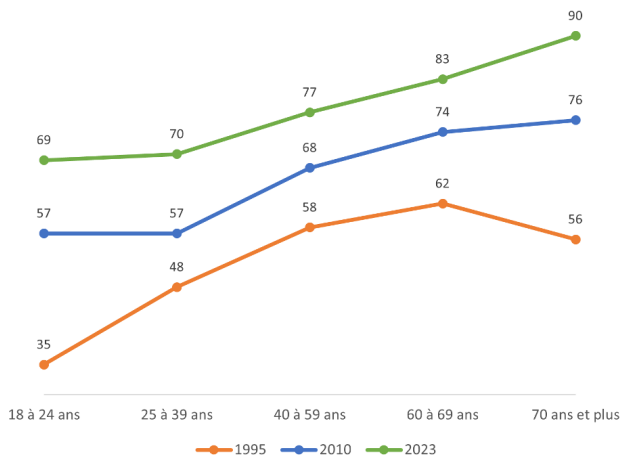
Figure 4 – Les Français déclarent de plus en plus économiser l’eau - "Comportements de Français vis-à-vis de l’eau"



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations 1995, 2010, 2023. - "Champ : Ensemble de la population âgée 18 ans et plus."

Les personnes déclarant faire des économies d’eau potable sont majoritaires partout dans la population en 2023, quels que soient le genre, le niveau de revenu ou d’éducation, le lieu de vie. Au point que l’on peut parler d’une **norme largement partagée**. On observe également que la proportion de personnes déclarant faire des économies croît quand on avance en âge, notamment afin d’éviter le gaspillage de cette ressource naturelle. Cet effet de l’âge est visible en 1995, 2010 et en 2023. En outre, chaque génération déclare économiser l’eau davantage que la précédente au même âge.

Figure 5 – L'ensemble des groupes d'âge sont plus soucieux d'économiser de l'eau - "Proportion de personnes ayant volontairement économisé de l'eau du robinet chez elles au cours des 12 derniers mois"



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations 1995, 2010, 2023. - "Champ : Ensemble de la population âgée 18 ans et plus."

Ce progrès de l'attention des Français ne suffit pas à réduire substantiellement les consommations.

Entre 2012 et 2020, le volume prélevé pour l'alimentation en eau potable a fortement diminué (-28 %). Cela relève plus de l'efficacité du traitement et du réseau d'eau potable que d'une plus grande frugalité des Français. Entre 2010 et 2020, la consommation d'eau par personne a très peu évolué et a même légèrement progressé depuis 2013 (+4% entre 2013 et 2020).⁶

De prime abord paradoxale, la concomitance entre la hausse de la consommation globale et la généralisation de gestes d'économie **peut être en partie liée à la hausse des températures**. Celle-ci augmente les besoins en eau et son attrait. La consommation par personne est par ailleurs plus élevée dans les régions du Sud, plus chaude en moyenne. Il est, dès lors, possible que les personnes, tout en consommant plus pour un certain usage (l'arrosage des jardins par exemple), s'efforcent de réduire leur consommation sur d'autres (couper l'eau en se brossant les dents). Le résultat final revient potentiellement à une hausse totale de la consommation d'eau. Le tourisme pourrait également augmenter la consommation totale sans que cela soit lié à un usage direct de l'eau par les habitants.

Figure 6 – La consommation d'eau potable a fortement augmenté entre 2012 et 2020- "Évolution de la consommation domestique journalière d'eau potable en litres par habitant"



Note : la consommation d'eau potable est dite "domestique" par opposition à la consommation des secteurs industriel et agricole. Elle peut être comparée à la consommation d'eau des ménages, même si elle comprend également une part relative aux petites entreprises.

Source : Sdes ; SSP, enquête Eau 1998, 2001, 2004 et 2008 ; Observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement à compter de 2009.

2.2. Les petits gestes sont très courants pour l'ensemble la population, surtout en zones rurales

Concrètement, on constate que la plupart de la population française met en œuvre des petits gestes quotidiens pour économiser de l'eau. Si l'on liste une série de huit gestes usuels d'économie d'eau différents⁷, six de ces gestes sont appliqués par plus de la moitié de la population. Quasiment tous les Français en mettent au moins un en œuvre et la moitié d'entre eux en mettent en œuvre plus de cinq. Sept Français sur dix récupèrent parfois l'eau du robinet pour arroser les plantes ou faire le ménage, une proportion similaire choisit le mode économique pour laver son linge en machine ou coupent le robinet de manière quotidienne pendant la douche ou le brossage de dents. En revanche, moins de la moitié possèdent des équipements spécifiques pour économiser de l'eau tels qu'un mousseur d'eau (qui réduit le débit de la douche) ou un récupérateur d'eau de pluie, alors que ces équipements sont très efficaces à réduire la consommation d'eau sans réduire le confort.



© Adobestock - Léa

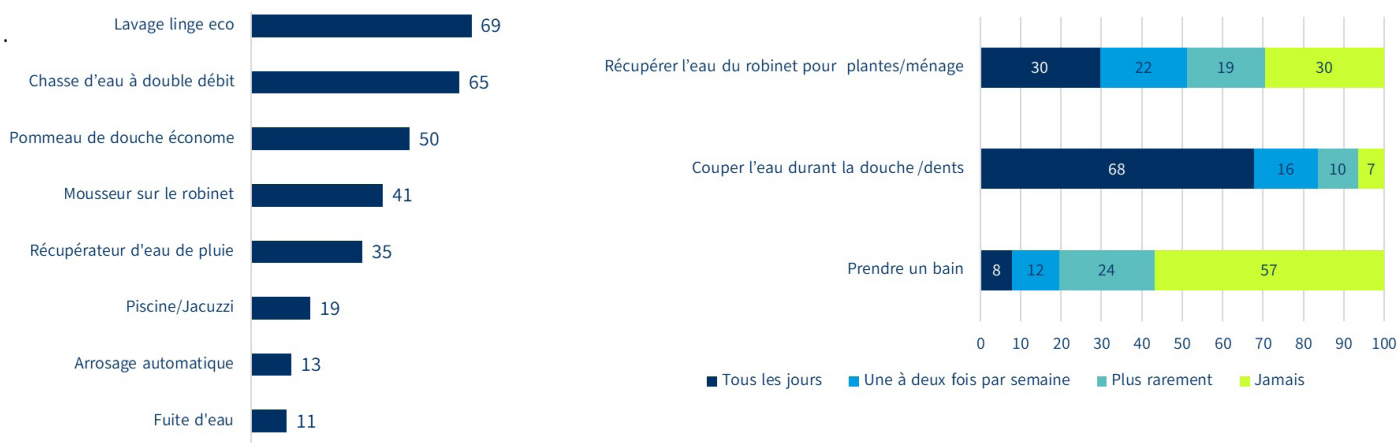
⁵ Barraqué B., Isnard L., Montginoul M., Rinaudo J.-D., Souriau J., « Baisse des consommations d'eau potable et développement durable », in *Annales des Mines - Responsabilité et environnement* no 63, juillet 2011.

POQUET (G.) & MARESCA, 2006, « La consommation d'eau baisse dans les grandes villes européennes », in *Consommation et modes de vie*, CREDOC, ISSN 0265-9976, n°192, Avril, 2006.

⁶ « Consommation domestique en eau potable », CGDD, Avril 2023.

⁷ La limitation de la fréquence des bains, la récupération de l'eau du robinet pour arroser les plantes ou un usage domestique, mettre la machine à laver le linge en mode économique, couper l'eau dans la douche ou lors du brossage de dents, avoir une chasse d'eau à double débit, un pommeau de douche économie, un mousseur sur le robinet ou un récupérateur d'eau de pluie.

Figure 7 – Equipement et gestes d'économie du quotidien relatifs à l'économie d'eau



Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations, juin 2023.

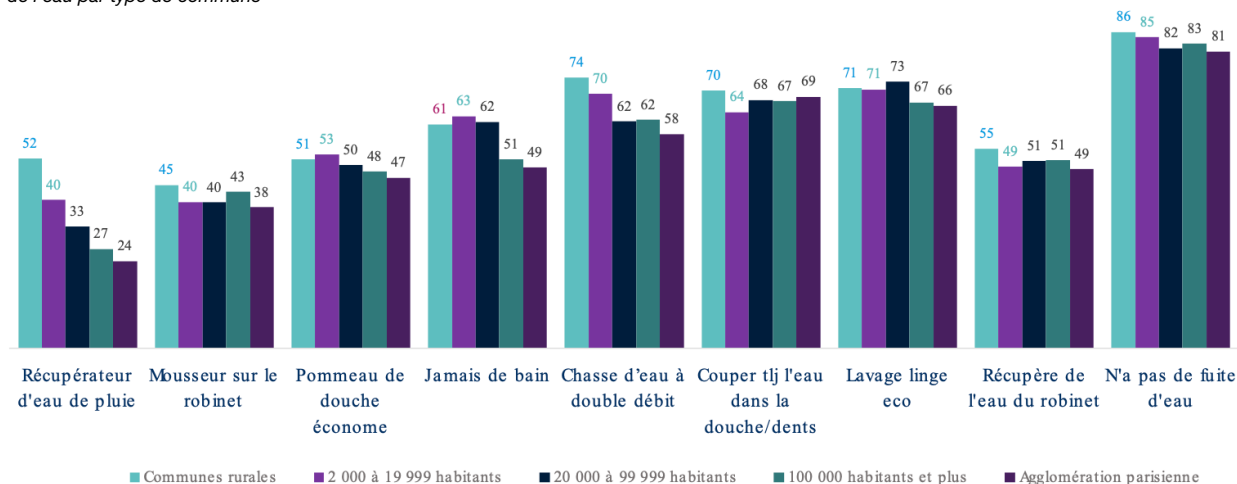
Les pratiques d'économie d'eau dépendent tout d'abord du lieu d'habitation. Les habitants des zones rurales semblent être les plus soucieux d'économiser de l'eau lorsque l'on regarde chaque geste en détail. Cette frugalité est liée à des équipements spécifiques tels que le récupérateur d'eau de pluie, un mousseur sur le robinet ou une chasse d'eau à double débit, mais aussi à des petits gestes quotidiens tels que le fait de ne jamais prendre de bain, l'attention à couper l'eau en absence de besoin ou la récupération de l'eau du robinet pour un autre usage (les plantes ou le ménage).

Les contraintes liées aux logements structurent fortement les comportements. On observe que l'effet du type d'habitation affecte bien davantage les comportements d'économie d'eau que le niveau de vie (voir Annexe 1). Les personnes vivant en appartement disposent de beaucoup moins d'équipements pour réduire leurs consommations d'eau tels qu'un mousseur. Ils prennent également des bains plus fréquemment que les autres (9 % en prennent tous les jours alors que c'est le cas de seulement 7 % des personnes habitant en maison).

Les comportements sobres semblent relativement peu guidés par des contraintes budgétaires (Figure 5).

Cela est probablement lié à un prix peu lisible. Le prix de l'eau au mètre cube est relativement peu connu : les deux-tiers des Français disaient l'ignorer en 2021⁸. Nombre de locataires en immeuble collectif paient leur eau *via* les charges locatives à partir d'un compteur d'eau collectif. Leur coût final est donc décorrélié de leurs consommations et les habitants d'appartement sont bien moins nombreux en proportion à déclarer faire des économies d'eau potable (72 %). 44 % des personnes à bas revenus vivent en appartement en 2023, contre 38 % de la population totale et les ménages à bas revenus sont ceux qui déclarent le moins effectuer de gestes d'économies. Les jeunes sont également sur-représentés chez les bas revenus, or ils sont moins attentifs que leurs aînés à limiter leurs consommations.

Figure 8 – Les personnes en zones rurales se montrent plus soucieuses d'économiser l'eau - "Gestes d'économie du quotidien mis en œuvre pour économiser de l'eau par type de commune"

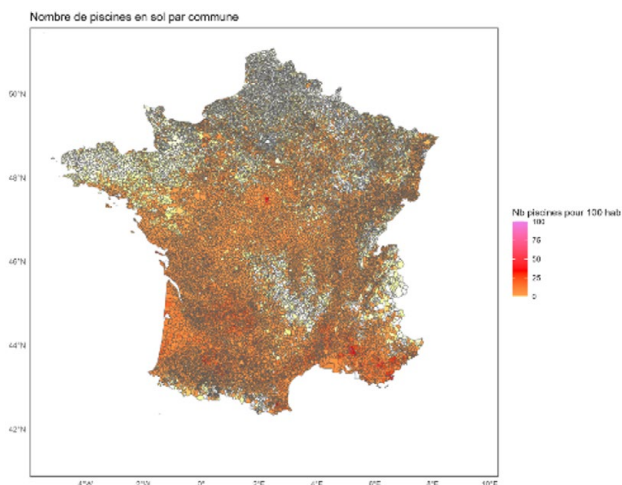


Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations, juin 2023.

⁸ Baromètre de l'eau 2021, Centre d'Information sur l'Eau.

Les comportements et équipements fortement consommateurs en eau sont courants mais non majoritaires : un Français sur cinq dispose d'une piscine ou d'un jacuzzi particulier, et un sur huit a un arrosage automatique. Toutefois, ces usages de l'eau s'implantent peu à peu dans les modes de vie et le nombre de piscines particulières a augmenté de près de 20% par an depuis 2020 pour atteindre 3,4 millions en 2022, dont 1,6 millions en bassins enterrés⁹. Les données du cadastre estiment à 1,4 millions le nombre de bassins enterrés en juillet 2022, situés d'abord dans la moitié Sud du pays, notamment du fait de la sécheresse du climat et des besoins liés au tourisme. De plus, une grande partie des Français lave sa voiture par lui-même, alors que l'emmener dans une station de lavage réduit de 70 % la consommation d'eau nécessaire¹⁰

Figure 9 – Piscines en sol par 100 habitants dans les communes de France Métropolitaine



Source : CREDOC à partir du Plan Cadastral Informatisé du nombre de piscines par commune (data.gouv.fr)

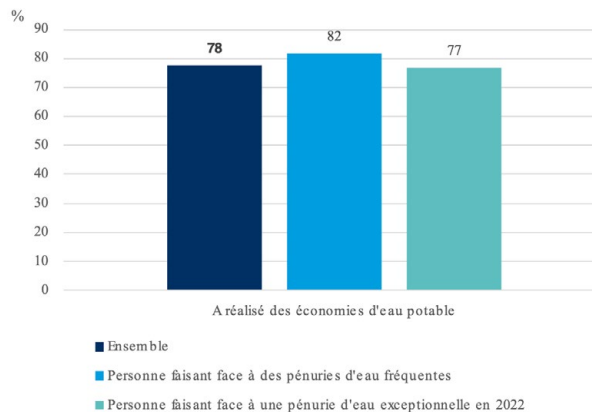
2.3. Face à des crises fréquentes, des gestes d'économies supplémentaires

L'exposition répétée à des situations de crise amène les gens à changer leurs comportements, même en dehors du champ d'application des arrêtés préfectoraux de crise. En effet, parmi les personnes qui ont connu des épisodes répétés de restriction (plus de 4 années dans la période 2012-2022), 80% disent réaliser des économies d'eau du robinet.

Il faut que cette exposition soit fréquente pour affecter les comportements. Si les personnes qui ont vécu l'année 2022 comme unique expérience de sécheresse se montrent particulièrement inquiets quant à une future pénurie, cela ne se reflète pas encore dans leurs gestes. Ils sont 77 % à affirmer qu'ils font des économies d'eau, soit le même niveau que le reste de la population. Une analyse « toutes choses égales par ailleurs » montre qu'ils se distinguent peu de ceux qui n'ont pas vécu de crise durant la décennie 2012-2022

¹¹ Ou plus précisément répond « oui » à la question : « Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? »

Figure 10 – Part de la population ayant économisé l'eau du robinet



Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations, juin 2023.

Les personnes fréquemment touchées par la pénurie ont davantage de récupérateurs d'eau de pluie et ont tendance à moins prendre de bain. Toutefois, elles ne s'équipent pas particulièrement avec du matériel qui réduirait automatiquement leur consommation (mousseur, chasse d'eau double débit...).

3. Des Français qui accepteraient certaines mesures de restrictions

3.1. Un soutien aux mesures de restrictions en cas de pénurie

Face aux pénuries, une grande partie des Français est prête à faire un certain nombre de sacrifices si la puissance publique le leur demande. Alors que seulement 31 % de la population Française accepterait de payer une taxe environnementale¹¹, plus de la moitié se dit prête à restreindre ses consommations d'eau en cas de pénurie quel que soit le type de mesures, fiscales, réglementaires ou le fruit d'une décision des autorités locales (comme la fermeture des piscines collectives) (voir Figure 11 la liste des mesures proposées)

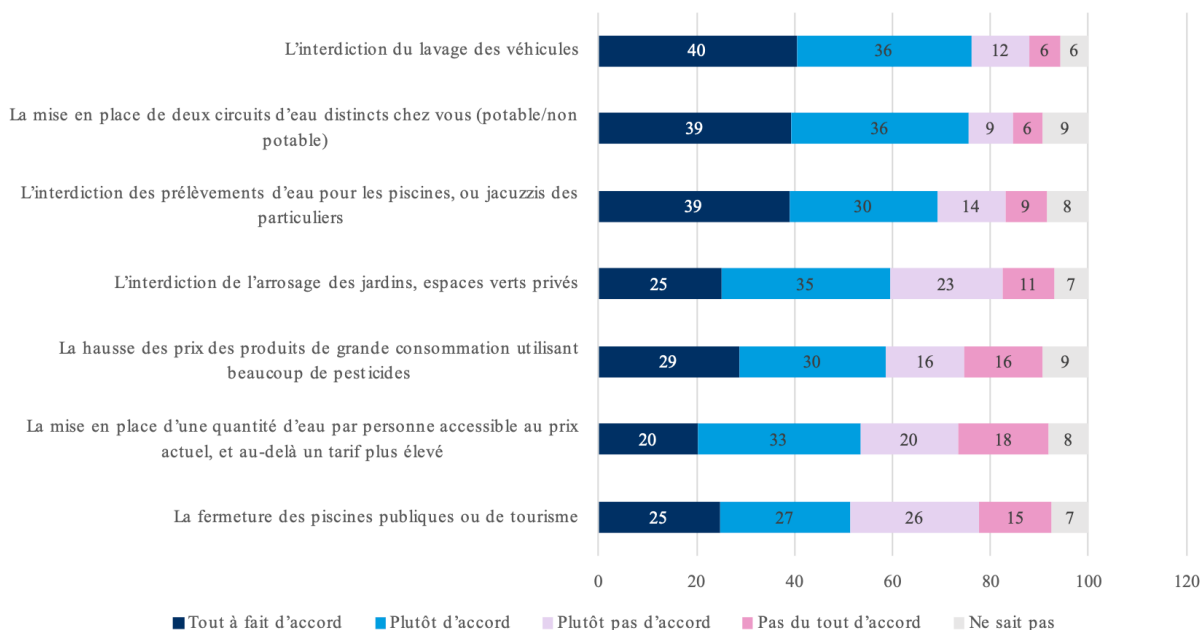
Les mesures ponctuelles obtiennent un large soutien : les trois-quarts de population approuveraient l'interdiction pour les particuliers de laver leurs voitures ; 7 sur 10 soutiennent l'interdiction de prélèvement pour les piscines et jacuzzis ; 6 sur 10 l'interdiction de l'arrosage des espaces verts par les particuliers. Si les propriétaires de piscines acceptent moins de limiter cet usage, avoir un jardin n'affecte pas le soutien aux mesures d'économie (cf Annexe 2). La proposition de développer des doubles canalisations afin de réserver l'eau potable à certains usages obtient également un soutien assez large.

En revanche, les mesures dites « de marché » qui augmentent les prix finaux de l'eau sont moins soutenues par les Français, alors même qu'elles laissent une plus grande

marge d'action aux acteurs. Ainsi, la mesure consistant à hausser les prix de l'eau des particuliers au-delà d'un certain seuil de consommation ne rassemble qu'une courte majorité des suffrages (53 %). Elle est même minoritaire chez les personnes n'ayant pas de diplôme ou les chômeurs. En effet, le contexte inflationniste de 2021-2022 a fortement touché les ménages qui disent devoir se restreindre sur de très nombreux postes de leur budget et rend les ménages très sensibles à toute hausse de tarifs, quels qu'ils soient. Une mesure qui augmenterait les prix des produits

de grande consommation, fortement consommateurs de pesticides, est davantage soutenue (à 60 %), ce dans l'ensemble des populations quel que soit l'âge, la région ou le groupe social. La fermeture des piscines collectives est la mesure la moins bien acceptée socialement, tout en gardant une courte majorité de soutien (51 % de soutien).

Figure 11 – La majorité des Français approuvent les mesures de restriction - « En cas de pénurie d'eau liées à des épisodes de sécheresse longs, forts ou récurrents, seriez-vous prêt à accepter les mesures suivantes ... » (Tout à fait d'accord ou pas du tout d'accord)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, juin 2023.

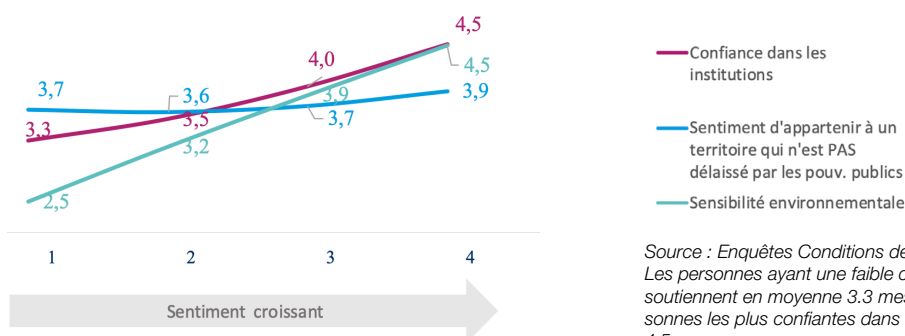
3.2. Confiance dans les institutions et préoccupations environnementales au cœur de l'adhésion

La confiance dans le politique est un facteur central pour prédire l'adhésion de la population à des mesures de restriction. **Les personnes les plus réticentes aux mesures de restrictions pour faire face aux pénuries d'eau sont celles qui montrent le plus grand niveau de méfiance vis-à-vis des institutions publiques.**

Les habitants qui ont le sentiment de vivre dans une commune abandonnée par les services publics sont aussi ceux qui approuvent le moins les mesures de restriction.

Enfin, le soutien aux mesures de restriction s'inscrit dans le cadre plus large de l'acceptabilité des mesures environnementales. La sensibilité à l'environnement joue ici un rôle majeur puisque les personnes se déclarant les plus concernées sur les questions d'environnement sont systématiquement celles qui sont les plus à même à accepter des restrictions sur l'eau potable pour l'ensemble des mesures envisagées.

Figure 12 – Le sentiment d'appartenance au politique est central dans l'adhésion aux mesures de restriction - "Moyenne du nombre de mesures approuvées selon différentes opinions"



Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations, juin 2023. Les personnes ayant une faible confiance dans les institutions soutiennent en moyenne 3.3 mesures sur 7 alors que les personnes les plus confiantes dans les institutions en soutiennent 4,5 en moyenne.

L'étude en sous-groupe de populations souligne un lien ténu entre préoccupation pour l'eau, gestes d'économie et adhésion aux mesures de restriction

Les populations les plus âgées sont les moins préoccupées quant au futur de la ressource en eau dans le futur. Probablement car elles se projettent moins dans le futur que les plus jeunes. Cela ne les empêche pas de faire attention à leur consommation d'eau, ce sont elles qui font le plus de petits gestes et adhèrent le plus à de potentielles mesures de restriction.

Les personnes **vivant en milieu rural et dans les petites villes** (moins de 10 000 habitants) sont celles qui disent le plus agir pour réduire leurs consommations d'eau. Elles ne se distinguent pas du reste de la population quant à leurs préoccupations ou acceptation des mesures de restriction.

Les personnes **dont les revenus sont les plus élevés et ayant suivi le plus d'études** sont les plus pessimistes quant à l'avenir de la disponibilité en eau potable et les plus ouvertes aux mesures de restriction. Toutefois, ce sont les classes moyennes qui disent le plus agir pour économiser de l'eau du robinet.

Les personnes vivant en appartement déclarent moins que les autres faire des économies d'eau potable. Elles prennent davantage de bain et disposent de moins d'équipement spécifique pour réaliser ces économies. Elles adhèrent pourtant davantage aux mesures de restriction.

Les personnes vivant dans la moitié Sud de la France sont plutôt moins inquiètes que le reste de la population (dans la moitié Nord). Bien que plus exposées à des tensions sur la ressource en eau, elles ne mettent pas particulièrement en œuvre plus de gestes d'économie, parmi ceux étudiés ici. Les habitants de

ces régions sont même plus nombreux à posséder une piscine ou un jacuzzi, particulièrement en région de Provence-Alpes-Côte d'Azur (voir Figure 9). Toutefois, au sein de cette moitié Sud du pays¹², les résidents des communes où les crises de pénurie d'eau sont fréquentes ont moins de piscines particulières que les autres.

Certaines régions de la **moitié Nord de la France** montrent une plus forte inquiétude quant à la disponibilité future de l'eau (Bourgogne, Bretagne ou Normandie notamment). Les habitants de Bourgogne et des Hauts-de-France ont tendance à détenir plus d'équipement pour réduire leurs consommations (récupérateur d'eau de pluie ou un mousseur d'eau sur leurs robinets), mais ils ne vont pas particulièrement couper leur eau ou la réutiliser.

Plus généralement, **les régions d'habitation ou les zones climatiques affectent peu les comportements ou les opinions** vis-à-vis de la ressource en eau, avec des taux de mise en œuvre ou d'acceptation très proches d'une région à l'autre. En revanche, au sein d'une même région, les comportements vont se différencier en fonction de l'expérience personnelle de la sécheresse, le type d'habitation (maison ou appartement), la vision du politique et la sensibilité environnementale des individus.

Les personnes ayant vécu fréquemment (plus de 4 années sur 10) des arrêtés de crise dans leurs communes sont les plus optimistes sur le futur de la ressource (probablement car elles ont expérimenté le fait que leur région avait pu traverser des crises précédemment). Ce sont également elles qui économisent le plus d'eau, même en dehors du cadre d'application de ces arrêtés. Elles adhèrent davantage à certaines mesures de restriction. Avoir expérimenté un arrêté de crise uniquement en 2022 rend particulièrement pessimiste mais n'affecte pas les comportements.

¹² les régions de Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur

Conclusion

Le manque d'eau en France est un des symptômes les plus frappants du changement climatique, il devient de plus en plus fréquent et touche des parties de plus en plus larges du territoire. La sécheresse de 2022 qui a affecté des régions jusqu'alors épargnées pourrait devenir habituelle à long terme. C'est une préoccupation croissante pour la population Française dans son ensemble. Si les plus jeunes sont à la fois les moins soucieux et les moins vigilants, ils le sont plus que leurs aînés au même âge.

L'action des Français pour économiser l'eau semble pourtant au milieu du gué.

Les gestes mis en œuvre pour réduire la consommation d'eau potable sont nombreux et complètement intégrés pour un grand nombre de Français : couper l'eau du robinet, éviter les bains, choisir une chasse d'eau à double débit. Les équipements spécifiques pour réduire les usages de l'eau sont également fréquents mais pas encore présents dans toute la population. En théorie, ces équipements devraient suffisamment réduire la consommation des ménages, et l'effet serait amplifié si les ménages s'équipaient davantage de produits spécifiques.

Malgré les gestes effectués aujourd'hui par les ménages, **la consommation d'eau potable dans son ensemble baisse peu, sans doute aussi portée par les vagues de chaleur qui augmentent les besoins** (pour l'arrosage notamment). De plus en plus de Français installent des piscines particulières, dont la part dans la consommation d'eau, jusqu'ici résiduelle, pourrait largement augmenter. Or, afin d'éviter les crises de ravitaillement, il faut agir en amont des épisodes de sécheresse et ralentir cette hausse de la demande en eau.

Les Français semblent avoir une **faible visibilité sur leur consommation et peu d'incitation à la réduire** en dehors des épisodes de crise. La contrainte financière n'est avancée qu'en deuxième position pour économiser l'eau, derrière la préservation de la ressource et la plupart des Français n'ont aucune idée du prix de l'eau par litre. Cela est en partie lié à une décorrélation de la facture finale et de la consommation, notamment dans beaucoup de copropriétés. Le manque d'information sur l'impact des actions d'économie pourrait également être un facteur d'explication.

L'expérience personnelle directe des situations de crise et de sécheresses ne suffit pas à déclencher des actions suffisantes à faire baisser la consommation.

Les personnes affectées par de fortes mesures de restriction et de manière répétées disent agir davantage, mais cela se traduit par un nombre limité de gestes. Montrant une certaine accoutumance à la crise, ils sont même plus optimistes que les autres quant à la future disponibilité en eau potable en France. Ceux qui ont vécu uniquement la sécheresse de 2022 sont les plus alarmistes, mais ils n'agissent pas davantage.

Finalement, **l'action de la puissance publique semble déterminante**. Le niveau d'acceptation des mesures à mettre en œuvre en cas de pénurie d'eau est élevé par rapport à d'autres types de mesures environnementales, que ce soient des interdictions ou des taxations. C'est un soutien qui est visible pour l'ensemble de la population. Toutefois, la méfiance vis-à-vis des institutions ou une moindre préoccupation environnementale pourrait éroder ce soutien, au point de le rendre minoritaire. Pour une action forte et efficace en dehors des périodes de crise, il sera **nécessaire d'assurer cette confiance**, mais aussi d'informer les populations sur leurs capacités d'action au niveau individuel.

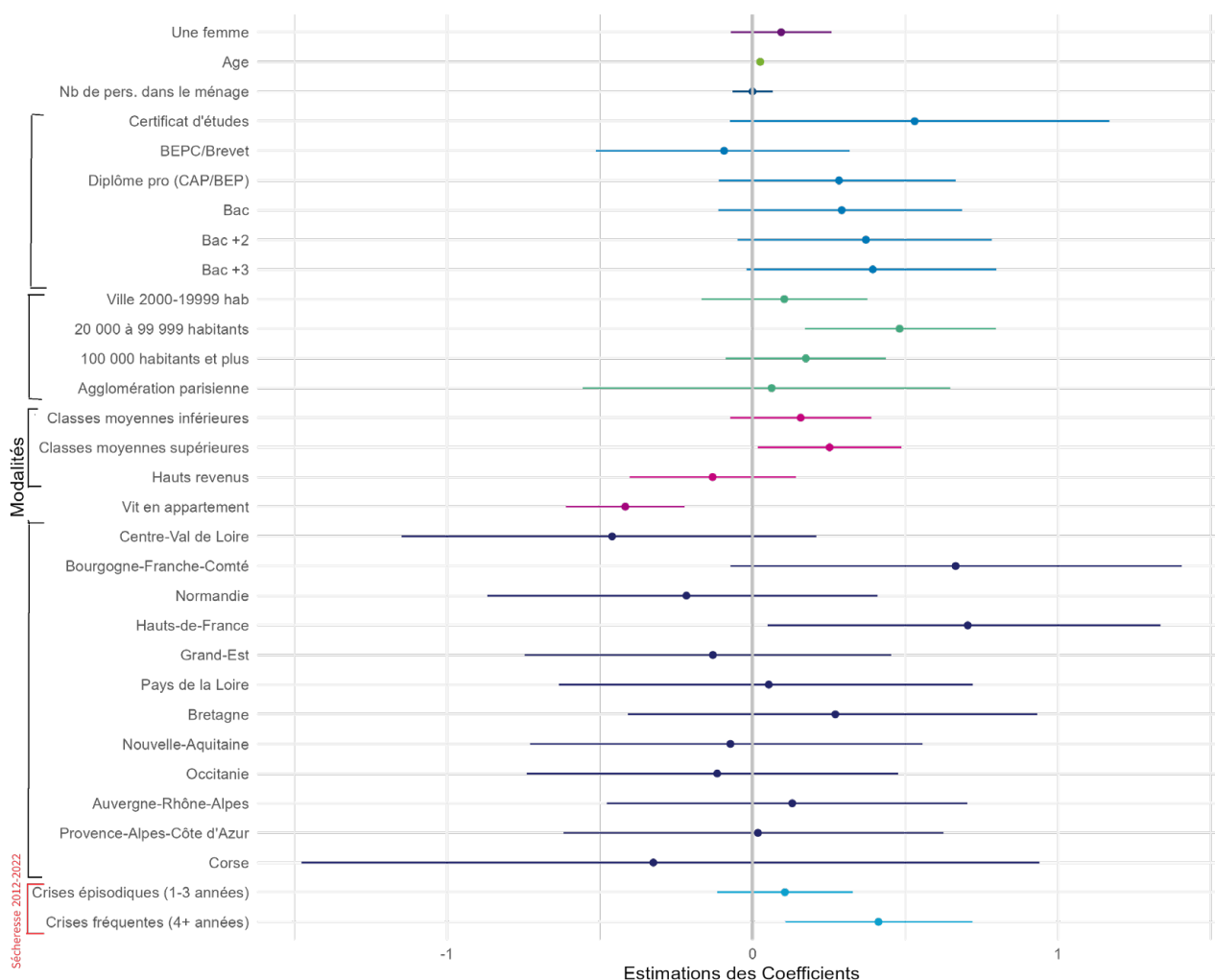
Annexe 1 : L'impact des variables socio-démographiques et des crises passées sur l'économie d'eau potable – Une régression logistique

Les différentes dimensions d'analyse sont souvent enchevêtrées, par exemple les personnes âgées résident plus souvent dans les zones rurales. Pour distinguer les effets propres de chacune des dimensions (l'âge, le sexe, le lieu d'habitation, l'exposition à des sécheresses fréquentes, ou au choc de 2022, etc) nous avons réalisé une analyse « toute chose égale par ailleurs ».

Les modalités ayant un indicateur à gauche de l'axe vertical sont des modalités réduisant la probabilité de répondre oui à la question : « Au cours des douze derniers mois, avez-vous volontairement économisé chez vous l'eau du

robinet ? ». A l'inverse, plus un indicateur est sur la droite, plus cette caractéristique augmente les probabilités d'avoir volontairement réalisé des économies d'eau. , les personnes vivant en appartement ont une probabilité bien plus faible que ceux vivant en maison de faire des économies d'eau potable.

Les barres horizontales correspondent à la marge d'erreur à 95 % : si elles coupent l'axe vertical, l'impact mesuré pour la modalité n'est pas significatif (par rapport à la classe de référence).



Note : les résultats ont été obtenus par régression logistiques. On raisonne par rapport à des catégories de référence : pour la géographie, ce sont les zones rurales, pour le sexe le fait d'être un homme, pour l'éducation l'absence de diplôme, pour le niveau de vie les bas revenus, pour l'habitation la maison individuelle, pour les régions l'Île de France, pour l'exposition aux sécheresses l'absence de crise de 2012 en 2022.

Annexe 2 : Estimation des facteurs socio-démographiques et politiques de l'adhésion aux mesures de restriction (estimation logistique)

Les différentes dimensions d'analyse sont souvent enchevêtrées, par exemple les personnes âgées résident plus souvent dans les zones rurales. Pour distinguer les effets propres de chacune des dimensions (l'âge, le sexe, le lieu d'habitation, l'exposition à des sécheresses fréquentes, ou au choc de 2022, etc) nous avons réalisé une analyse « toute chose égale par ailleurs ».

Une étoile désigne un effet significatif au seuil de 0.05, deux étoiles au seuil de 0.01 et trois étoiles, le seuil le plus significatif, 0.001. Le signe + ou - désigne le sens de l'effet observé. La couleur désigne une situation positive (bleu) ou négative (violet). Ainsi, être une femme joue négativement sur l'acceptation d'une tarification accrue de l'eau.

	1	2	3	4	5	6	7
	L'interdiction des prélèvements d'eau pour les piscines, ou jacuzzis des particuliers	L'interdiction du lavage des véhicules	La mise en place d'une quantité d'eau par personne accessible au prix actuel, et au-delà un tarif plus élevé	La hausse des prix des produits de grande consommation utilisant beaucoup de pesticides	La mise en place de deux circuits d'eau distincts chez vous (potable/non potable)	L'interdiction de l'arrosage des jardins, espaces verts privés	La fermeture des piscines publiques ou de tourisme
Sexe (ref. un homme)							
Femme	-	+ NS	- ***	- ***	- NS	- **	- ***
Age	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ *	+ ***	- NS
Nb de personnes dans le foyer	+ NS	- NS	+ NS	- NS	+ **	+ ***	+ NS
Taille agglomération (ref. moins de 2000 habitants)							
100 000 habitants et plus	+ **	- **	+ NS	- NS	+ NS	- NS	- NS
2 000 à 19 999 habitants	+ NS	+ **	- NS	- NS	- NS	+ NS	- NS
20 000 à 99 999 habitants	+ NS	- NS	+ NS	+ NS	+ NS	- NS	- NS
Agglomération parisienne	+ NS	- NS	+ *	- NS	- NS	- NS	+ NS
Diplôme (ref. Aucun diplôme)							
Bac +2 : Deug, IUT, DUT, BTS	+ **	+ NS	+ ***	+ NS	+ ***	- NS	- NS
Bac +3 et supérieur	+ NS	+ *	+ ***	+ NS	+ ***	- NS	- NS
BAC	+ NS	+ *	+ **	+ NS	+ ***	- NS	+ NS
BEPC, Brevet des collèges	+ NS	+ NS	+ ***	+ NS	+ *	- **	+ NS
Certificat d'études primaires	+ **	- NS	+ **	+ NS	+ NS	- NS	+ **
Diplôme professionnel court	+ *	+ *	+ **	- NS	+ ***	- NS	+ NS
Revenus (ref. Bas revenus)							
Classes moyennes inférieures	+ **	+ ***	+ *	+ **	+ **	+ *	+ NS
Classes moyennes supérieures	+ *	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ *	+ *
Hauts revenus	+ NS	+ **	+ *	+ **	+ ***	+ NS	+ NS
Type logement (ref. maison)							
Appartement	- NS	+ NS	- NS	+ *	- NS	+ NS	+ **
autre (hôtel, logement collectif)	- NS	+ NS	- *	- NS	- NS	- NS	+ NS
Equipement							
Piscine	- ***						
Jardin						- NS	
Sentiment							
Confiance vis-à-vis des institutions publiques	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ *
Sentiment habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics	+ NS	- NS	+ NS	+ ***	+ NS	+ NS	+ NS
Sensibilité environnementale	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***
Acceptation fiscalité environnementale	+ ***	+ *	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***	+ ***
Expérience de la sécheresse							
Nombre d'années de crise de 2012 à 2022 dans la commune	+ *	- NS	- NS	- NS	+ *	+ NS	+ NS
Crises uniquement en 2022	+ NS	- NS	+ NS	+ *	+ **	+ NS	+ NS



CRÉDOC

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale.

Depuis sa création, il y a maintenant plus de 70 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

Le modèle du CRÉDOC repose, depuis 20 ans, sur un financement qui fait appel essentiellement au marché concurrentiel. Le CRÉDOC bénéficie d'une subvention de l'État et est sous tutelle du ministre chargé de la consommation et du commerce. La part de cette subvention représente depuis plusieurs années moins de 10% des recettes, c'est dans ces conditions que le CRÉDOC répond à des appels d'offre formulés par le secteur public ou para-public et à des demandes de clients privés.

Il comprend une trentaine de collaborateurs aux compétences pluridisciplinaires (statisticiens, sociologues, spécialistes du marketing, économistes, linguistes...) principalement répartis en 3 pôles d'étude de recherche. Depuis sa création, le CRÉDOC a réalisé près de 3 500 études.



**Ensemble,
faisons grandir
la France**

caissedesdepots.fr